SORTIE DE LA DICTATURE ET CONSTRUCTION DE LA DÉMOCRATIE, EN ESPAGNE, 1975-1982



RÉSUMÉ

Tout au long de l'histoire du XXe siècle, l'Espagne a connu deux moments forts, avec des résultats assez différents. L'un d'eux fut la guerre civile espagnole (1926/1939), qui plaça l'Espagne au "premier rang de la scène mondiale", et dont le résultat entraîna pour les espagnoles la rupture avec leur tradition et une longue parenthèse de séparation de l'Europe. Le deuxième moment, avec des résultats beaucoup plus positifs, a été la "transition démocratique espagnole", qui est devenue le modèle de changement pacifique et sans traumatismes d'une dictature à une démocratie. Cette période démontra, face à d'autres pays, principalement hispanoaméricains, que le passage entre une dictature et la liberté était possible.

L'histoire du régime de Franco et sa chute

La Deuxième République a été une étape particulièrement significative de l'histoire de l'Espagne du XXe siècle. Il s'agissait avant tout d'une tentative ambitieuse de modernisation d'une société en plein changement sociale et économique. Pendant la brève période qui a suivi, le régime de la République a été marqué par un climat de grande instabilité sociale, d'affrontements politiques et de conflits du travail qui ont conduit à des positions antagonistes. Dans ce climat, les manifestations et la violence n'ont pas tardé à arriver. Malheureusement, avec une armée de réactions imprévisibles, avec des classes privilégiées qui craignaient le triomphe des gauches, avec une classe ouvrière et paysanne qui haïssait les droites et se méfiait des politiciens de gauche, avec l'Eglise contre et les nationalismes impatients, la République n'a pas eu la possibilité de mener à bien son nouveau projet de réforme.

Le gouvernement républicain voit le 18 juillet 1936 un soulèvement militaire dirigé par le général Francisco Franco contre le gouvernement démocratiquement élu de la République. Une partie de l'armée ne suivit pas cette rébellion, et ainsi, le coup se transforma en une guerre civile qui durerait près de trois ans. Ce coup d'État met fin de manière tragique aux espoirs de modernisation sociale, politique et économique que visait la Ile République et a fini par entraîner le pays dans l'un des chapitres les plus tragiques de son histoire, une guerre civile qui durerait trois ans. Des milliers de morts et une dictature vieille de 40 ans.



Au début de cette guerre, l'Espagne fut divisée en deux camps opposés, d'un côté les nationaux (à gauche) et d'un autre côté les républicains (à droite). Ces deux drapeaux, en quelque sorte, répliquaient les groupes traditionnellement dominants en Espagne. Dans le champ national on retrouvait les aristocrates, les grands propriétaires agricoles, les entrepreneurs, l'église et l'armée. Puis dans le camp républicain se trouvaient les classes populaires, c'est à dire, les paysans, les ouvriers et les travailleurs et aussi un grand nombre d'intellectuels. Le gouvernement de la République, légitimement et démocratiquement élu, espérait non seulement le soutien mais aussi une réaction favorable des pays démocratiques contre le coup d'État. Malheureusement, en raison de la situation internationale, les pays européens, notamment la France et le Royaume-Uni, ne voulaient pas être impliqués dans une affaire qui pourrait déclencher un conflit mondial.

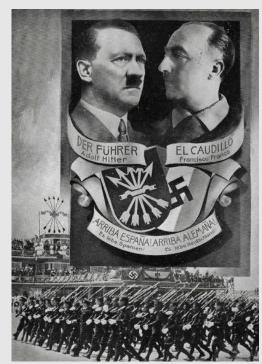
À cette fin, et à l'initiative de la France avec l'appui du Royaume-Uni, un "Comité de non-intervention" a été créé. Le 28 août 1936, un peu plus d'un mois après le soulèvement militaire, 28 pays (dont l'Italie, l'Allemagne et l'URSS) ont signé un "Accord de non-intervention en Espagne" demandant "s'abstenir rigoureusement de toute ingérence, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures de ce pays", tout en interdisant "l'exportation... réexportation et transit vers l'Espagne, de toutes sortes d'armes, de munitions et de matériel de guerre".

Cet accord était en fait une considéré comme une sorte de farce puisque, l'Allemagne et l'Italie, avaient déjà une aide importante tant en troupes qu'en matériel de guerre. Quelque chose qu'ils continueraient à faire jusqu'à la fin de la guerre.

Face à l'attitude italo-allemande, l'URSS (nom donné en 1922 aux partis soviétiques) répondit en fournissant du matériel de guerre au camp républicain. Les brigades internationales, composées d'intellectuels, d'hommes politiques et de syndicalistes du monde entier, sont également venues en aide à la République et ont formé un véritable mouvement antifasciste, dont le slogan était : "L'Espagne sera le tombeau du fascisme".

L'aide apportée par l'Italie et l'Allemagne a été décisive et fondamentale pour la victoire des nationaux car ceux-ci ont fourni des armes de guerre, du matériel d'aviation et un nombre considérable de troupes sur le territoire espagnol. De plus, l'Allemagne a testé en Espagne des armes, des tactiques militaires et de la technologie qui seront utilisées plus tard dans la Seconde Guerre mondiale. C'est donc l'alliance entre ces chef fascistes, <u>Francisco Franco</u> (Espagne), <u>Mussolini</u> (Italie) et Hitler (Allemagne) qui ont permis la victoire du parti politique de Franco.

La guerre civile espagnole prend donc fin le 1er avril 1939. Le 19 mai 1939, Franco préside le défilé de la victoire. Après cette victoire, le "caudillo" (surnom donné à Franco) instaure en Espagne un régime dictatorial. Il crée et étend à toute l'Espagne un nouvel État, et structure un projet autocratique autour de principes autoritaires. antilibéraux. antidémocratiques, anticommunistes, fondé sur une conception d'une Espagne catholique, traditionnel et nationaliste qui étaient contre régionalisme tout qu'il qualifiait séparatisme. Dans les premières années, le régime a emprunté les idéaux fascistes de la Phalange (organisation politique fascisante), mais en réalité, il a été une dictature militaire, de caractère conservateur, soutenue par la droite politique et sociale espagnole, c'est à dire, les catholiques et l'Eglise, monarchistes, phalangistes, entre autres.



Cependant, l'Espagne, depuis la fin des années 1950, entre très rapidement dans un nouveau stade de développement économique, que l'on peut décrire comme une société de consommation, c'est à dire, une société urbaine, sécularisée et dotée de plus de ressources éducatives. Mais à côté des réformes structurelles, on assiste à d'autres changements qui affectent la vie du régime, par exemple l'insertion en Occident, la fin des familles et la division de la classe politique, la montée de l'opposition et des mouvements sociaux, l'introduction d'une négociation collective encadrée et surtout d'une professionnalisation de l'administration qui permettra une séparation progressive entre État et Gouvernement. Ces changements vont modifier le tournant dans le régime de Franco et de l'ouverture d'un processus qui se rapproche de ce qu'est l'Espagne actuelle. Nous nous trouvons donc face à une époque historique de libéralisation. Puis c'est la mort de Franco qui marca la fin du Régime totalitaire.

Le 20 novembre 1975, le dictateur Francisco Franco est décédé à l'âge de 84 ans. Avec sa mort, il agonisa entrainant la fin de son régime. La mort de Franco mettait fin à une dictature qui avait déjà très peu d'appuis et révélait l'intense désir de liberté ou la plupart des espagnoles ressentaient et réclamaient depuis longtemps des changements politiques, sociaux et culturels.



Deux jours plus tard, le 22 novembre 1975, le Prince Jean-Charles de Bourbon, successeur de Franco, fut proclamé Roi d'Espagne. C'est ainsi que la monarchie fut restaurée en Espagne.

"Les élections de 1977 constituaient donc un appel à l'espoir d'une citoyenneté affamée de démocratie, de reconnaissance de ses droits et d'obtention de niveaux de vie et de liberté qui pourraient être à égalité avec les pays de l'Europe développée".

LA NOUVELLE ESPAGNE ; UNE ESPAGNE DÉMOCRATIQUE!

Le plus grand succès du régime franquiste, est le développement économique des années 60, qui fut aussi la principale cause de sa chute, puisqu'il perdit ses principales bases sociales. Cette démocratie fut optée par les nouvelles classes moyennes qui étaient désireuses de liberté, mais aussi par les classes supérieures intéressées par l'entrée du pays dans la <u>CEE</u> (Comunité Économique Européenne). Bien qu'à la mort de Franco en 1975, le roi Jean-Charles ler monte sur le trône, censé garantir la perpétuation du régime, la voie vers la démocratie est empruntée avec un large consensus par presque tous les partis politiques, qui devront en tout état de cause faire face à la forte conflictualité sociale et à l'effet de distorsion que le terrorisme a dès le début. Malgré les difficultés de la crise économique et les plaies ouvertes de

la guerre civile, la démocratie se fonde sur la Constitution de 1978 et se consolide définitivement, après la tentative de coup d'État de 1981, quand en 1982 l'un des partis perdants de la Guerre Civile atteint le pouvoir ; le <u>PSOE</u> (Partie Socialiste Ouvrier Espagnole) de Felipe González.

Que fut donc réellement la transition démocratique ? Comment évolue-t-elle ?

La Transition espagnole a été une période de grands changements et de réformes politiques, faits depuis l'intérieur même du régime, depuis légalité, jusqu'à atteindre une démocratie pleine. Ce processus s'est déroulé sans conséquences graves, grâce à une réforme fondée sur le consensus de l'immense majorité des forces politiques.

Après la mort du général Franco le 20 novembre 1975, deux jours plus tard, les Cortes proclament roi d'Espagne Juan Carlos I (1975/1976). Les différentes options politiques ont accueilli le changement en présentant trois alternatives différentes ;

- 1) La continuation du système politique franquiste, position défendue par les franquistes purs ou immobilistes (maintenir le régime sans Franco).
- 2) La rupture démocratique, c'est-à-dire la formation d'un gouvernement provisoire qui mettrait fin aux institutions franquistes et convoquerait des élections à des Cortes constituantes. C'était la position défendue par les groupes politiques qui s'étaient opposés au franquisme (réformer le régime à partir de ses propres institutions, le libéraliser pour répondre à la nouvelle situation sociale et arriver, ou non, à l'établissement de la démocratie).
- 3) La réforme du système politique à partir des institutions et des lois franquistes jusqu'à atteindre une démocratie pleine (l'opposition antifranquiste était encline à rompre totalement avec le passé dictatorial et à construire un nouveau système démocratique).

En raison de la force des secteurs immobilistes du régime, le roi doit

nommer président du gouvernement <u>Carlos Arias Navarro</u>. Celui-ci opte pour une politique réformiste, compensée par le réformisme plus profond défendu par <u>Torcuato Fernández Miranda</u>, qui est nommé président des Cortes, devenant le bras droit du roi pendant le processus de Transition. Carlos Arias Navarro forme un gouvernement dans lequel il y a un équilibre entre l'orthodoxie franquiste et les réformistes. Son programme ("Esprit du 12 février") se limite à accorder quelques libertés mais sans permettre le pluralisme politique, de sorte que sa volonté sois continue est claire.



En l'absence de réformes, l'opposition se joint à la <u>Platajunta</u>, fruit de l'unification du Conseil démocratique organisée par le PCE (Parti Communiste d'Espagne) et de la Plate-forme de convergence démocratique organisée par le PSOE. Les conflits sociaux et politiques se multiplient avec des manifestations, des grèves et des campagnes en faveur des libertés démocratiques et de l'amnistie des prisonniers politiques. À ces problèmes s'ajoutent les événements de <u>Montejurra</u> (affrontements internes entre les traditionalistes immobilistes et réformistes) et les attentats de l'ETA (Pays Basque et Liberté). Face au manque de soutien et de plus, forcé par le roi, le président Carlos Arias Navarro démissionne le 1er juillet 1976.

Le gouvernement d'Adolfo Suárez

Le roi choisit pour succéder à Arias le jeune homme politique <u>Adolfo Suárez</u>, ancien secrétaire général du Mouvement national, qui opte clairement pour les réformes. Son objectif, soutenu par le monarque, était de parvenir à une réforme progressive du système politique à partir de l'évolution des lois et des institutions franquistes. Pour ce faire, il avait besoin d'annuler la résistance des immobilistes et d'attirer l'opposition rupturiste vers des positions réformistes.

Selon les propres mots d'Adolfo Suarez ;

"Cette réforme exigeait deux tactiques distinctes : l'une pour convaincre les groupes qui prétendaient à la continuité du régime de la nécessité de la réforme ; une autre, pour les forces politiques de l'alors appelée opposition pour les convaincre également que la réforme ouvrirait les voies de la liberté qu'ils réclamaient. Toutes deux devaient converger vers l'adoption d'une Constitution élaborée par tous et qui serve à tous"



Après avoir accordé une large <u>amnistie</u> et maintenu avec l'opposition démocratique, il réussit en novembre 1976 à faire adopter par les anciennes Cours franquistes la loi pour la Réforme Politique (Cours bicamérales élues au suffrage universel, légalisation des partis politiques et syndicats ouvriers), qui est ratifiée par <u>référendum</u>.

En avril 1977, le PCE est légalisé et le 15 juin 1977 se tiennent les premières élections générales démocratiques, qui se soldent par la victoire à

la majorité simple de l'Union centriste du Centre démocratique (<u>UCD</u>) d'Adolfo Suárez, suivie de près par le PSOE, tandis que la droite (Alliance Populaire, <u>AP</u>) et l'extrême gauche (<u>PCE</u>) sont loin derrière. L'électorat avait opté pour la modération.

Un an plus tard, la légalisation du PCE, en 1978, une nouvelle constitution a été élaborée par une Conférence intégrée qui réunissait les principaux membres des partis politiques, à savoir Manuel Fraga (AP), Miquel Roca (Minority Catalana), Gregorio Peces-Barba (PSOE), Jordi Solé-Tura (PCE) Gabriel Cisneros, Pedro Pérez Llorca et Miquel Herrero de Miñón (UCD).



Cette constitution a un caractère progressiste quant à ses principes et son imprécision seront l'une des causes de son succès, puisqu'elle pourra être assumée par la plupart des citoyens. Avec cette nouvelle constitution, l'Espagne se définit comme un État social et démocratique de droit (monarchie parlementaire) dans lequel les droits suivants seraient respectés par l'État; La reconnaissance d'une large déclaration des droits fondamentaux et des libertés civiles et politiques. Une juste répartition des richesses. Participer librement à la vie politique. Le pluralisme politique. Liberté de marché et liberté religieuse (état confessionnel)

Les principaux problèmes qu'ont connue le gouvernement de Suarez

Le nouveau gouvernement dirigé par Suarez a dû faire face à trois tâches principales grâce à une politique de <u>consensus</u>.



Tout d'abord, il y a eu la crise économique de 1973 par les Pactes de la Moncloa du 25 octobre 1977 (réforme fiscale, modération salariale et mesures contre le chômage), puis l'approbation de la constitution du nouveau régime politique (Constitution approuvée par référendum le 6 décembre 1978) et finalement la solution problème régional à travers construction progressive de l'État autonome (Statuts d'autonomie de la

Catalogne et du Pays basque de décembre 1979).

Outre la crise économique de 1973, les principaux problèmes ont été les menaces involutionnistes de l'extrême droite avec la multiplication des actes terroristes et la tentative de coup d'État militaire en 1978, qui a été appelée "Opération Galaxie". Cette "Opération Galaxie" a été la première tentative de freiner le processus de transition vers la démocratie. Ce projet consistait alors à créer un vide de pouvoir par une opération directe contre le pouvoir exécutif qui provoquerait une intervention en chaîne des différentes capitaineries générales, afin de rétablir en Espagne un gouvernement autoritaire militaire.

À ce coup d'État militaire se sont joints les groupes terroristes menés par les extrémistes de gauche, comme le GRAPO, le FRAP et surtout l'ETA, qui a perpétré près de 100 assassinats en 1980. L'organisation terroriste Basque ETA fut consolidé sous l'idéologie de Franco, du fait de sa lutte contre la dictature. L'ETA Gagne progressivement en pouvoir et sème la terreur au par cause de ses actions terroristes. Ce groupe terroriste est appuyé par le Parti politique Herri Batasuna (HB) mais condamné par l'autre partie nationaliste, le Parti national basque (PNV). En Février 1981, épuisé par la mise en place de toutes les réformes de la Transition démocratique et par les difficultés économiques et sociales, Adolfo Suarez démissionne et est de suite remplacée à la tête du gouvernement par Leopoldo Calvo-Sotelo.



Le 23 février 1981, le <u>Teniente Coronel Tejero</u>, le général <u>Miláns del Bosch</u> et <u>Alfonso Armada</u> tentent un coup d'Etat depuis Valence. Ils échouent, grâce à l'intervention du Roi qui en tant que chef suprême de l'armée, ou il convainc les cadres supérieurs de rester dans la légalité.

Puis, en 1982, la victoire aux élections du PSOE de Felipe González prouve le bon fonctionnement des institutions démocratiques en permettant l'alternance politique, et marque la fin de la période de transition. Et finalement l'Espagne européenne devient membre de l'OTAN en 1982 et rentre dans la Communauté Économique Européenne (CEE) le 1 er janvier 1986 ou elle réaffirme son désir d'épouser un futur démocratique.



CONCLUSION

Cet article nous a donc permis de comprendre en détail comment s'est produite la transition démocratique espagnole. Mais aussi, qu'il est nécessaire d'articuler le poids du passé et celui du présent et de ne pas omettre les spécificités territoriales propre à chaque pays. Malgré toutes les difficultés qu'a connue l'Espagne (crise économique internationale, terrorisme, conflits sociaux, tentatives d'involutionnisme) au cours de la Transition démocratique, il s'est établit en Espagne un régime démocratique qui s'est consolidé grâce à la nouvelle structure sociale du pays (prédominance de la classe moyenne) et le consensus atteint par les principales forces politiques, reflété dans la Constitution de 1978. Cela consolide une période de normalisation politique, de croissance économique et de modernisation sociale, mais avec le problème actuel de la crise économique. L'Espagne, est donc un modèle de transition pacifique et réussie, voire même idéalisé.

Cependant, au cours des dernières années, plusieurs critiques sont apparus qui ont remis en question ce processus de la Transition démocratique espagnole comme un temps d'amnésie et de silence.

Le soi-disant "pacte de l'oubli" pour lequel un effort a été fait, a été remis en question afin de ne pas faire du passé l'arme du débat politique (loi d'amnistie de 1977) pour avoir oublié le passé et tourner la page, et éviter des revanches incitant le conflit civil.

SOURCES:

- Cours de géopolitique de première.
- Cours d'histoire et géographie (première et terminale).
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd =&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwimoJvrrev0AhWrxoUKHSC9AqUQFn oECAcQAQ&url=https%3A%2F%2Ffr.wikipedia.org%2Fwiki%2FGuerre_d %2527Espagne&usg=AovVaw1VN7s2Qm7r8VyV8T6w22UA
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd =&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiuvPqaruvOAhUs4YUKHTbXDZQQFn oECAsQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.universalis.fr%2Fencyclopedie% 2Fadolfo-suarez%2F&usg=AovVaw3PtbaEuiJeiKEcQ rtd9NW
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd =&cad=rja&uact=&&ved=2ahUKEwjd0dbPruv0AhVG1BoKHSrhBwAQtw J6BAgkEAM&url=https%3A%2F%2Fwww.lacroix.com%2Farchives%2Fce-Jour-la%2Fle-20-novembre-1975-lamort-du-general-Franco-2015-11-20-1382693&usg=AovVaw1AgpcMYbtsyS3GgofZxDtr
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd= &cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwi12N_gruv0AhVBLBoKHYbSBFsQFnoE CBMQAw&url=https%3A%2F%2Fes.wikipedia.org%2Fwiki%2FConstituci %25C3%25B3n_espa%25C3%25B1ola_de_1978&usg=AOvVaw2lXvgLaOX 8Nle8vBDa_JHx
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd= &cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjJvYHKtuv0AhUPyYUKHaiVANwQFno ECAUQAQ&url=https%3A%2F%2Fes.wikipedia.org%2Fwiki%2FComit%25 C3%25A9_de_No_Intervenci%25C3%25B3n&usg=AOvVaw343cE4jUsbJ8 JVpHKAI62i
- https://www.google.es/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd= &cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiwgfSVuOvOAhWQ3oUKHVCwBKoQFn oECAcQAQ&url=https%3A%2F%2Fes.wikipedia.org%2Fwiki%2FPacto_d el_Olvido&usg=AOvVaw3_SODcgOyjwUDWgwwn9Oih